



MANUEL DE LA FILIERE CURSUS DROIT

GUIDE PRATIQUE POUR
FAIRE L'ESSEC ET
POURSUIVRE SA FORMATION
EN DROIT A
L'UNIVERSITE

Viviane de Beaufort et Geneviève Helleringer
Co-directrices de la filière Coursus Droit

En collaboration avec les Alumni ESSEC Droit

The pioneering spirit

1. Avant-Propos

Le droit et la pratique du droit évoluent. Le juriste et spécialement le juriste d'affaires, s'il doit toujours être un excellent juriste, ne peut plus n'être que cela : il doit être capable de comprendre le fonctionnement des entreprises et la logique économique des opérations afin de pouvoir répondre juridiquement et stratégiquement de manière pertinente aux questions de l'entreprise. Certains juristes agissent en interne (au sein de la direction juridique) ou comme conseils externes. Nombre de juristes évoluent également vers la *compliance*, la responsabilité sociale de l'entreprise, le lobbying et les relations humaines, etc.

Les métiers du droit se sont largement ouverts aux titulaires d'une double formation « Juriste – Grande Ecole de commerce », les deux formations étant hautement complémentaires et à forte valeur ajoutée !

L'ESSEC a, en pionnier, ouvert ses portes aux diplômés de droit (Admis Sur Titre avec un diplôme de Master 1 ou 2). Pour les étudiants issus du concours, la question posée est celle de l'articulation optimale de leur double formation ESSEC-DROIT. Le **Cursus Droit** qui se décompose en une **Filière Cursus Droit au sein de l'École** et la **poursuite des études de droit à l'université** grâce à des partenariats prestigieux répond à cette ambition.

Le Cursus Droit a pour objectif :

- d'offrir une solide formation à la discipline du droit pour les étudiants qui se destinent à des carrières où cette dimension interviendra inévitablement (notamment pour les futurs financiers, haut-fonctionnaires, auditeurs ou lobbyistes, RH, etc.) ;
d'aider ceux qui envisagent d'exercer une profession juridique (notamment celle d'avocat d'affaires) à intégrer directement la 3^e année de licence à l'Université (L3) puis à suivre un master 1 et/ou 2 et enfin à passer (et réussir) l'examen d'entrée dans un Centre régional de formation professionnel des avocats (CRFPA), à Paris, l'EFB et à Versailles, l'HEDAC.

Le Cursus Droit peut donc s'envisager comme une filière professionnelle ou comme la constitution d'un bagage juridique pour accéder à des professions non juridiques.

L'ambition du présent document est d'aider les étudiants qui souhaitent construire leur parcours Cursus Droit, de leur entrée à l'ESSEC à la poursuite de leurs études de droit dans des facultés de droit.

1. **Le guide des études** permet de présenter des articulations possibles de parcours et de cours en fonction des objectifs de chacun.
2. **Une présentation synthétique des formations** qui doit impérativement être complétée par une recherche sur les sites concernés afin de consulter les informations détaillées et actualisées.
3. **Un mot sur les stages dans le domaine du droit et « Tribu Droit »**, communauté des *alumni* ESSEC-Droit.

2.Introduction

La construction d'un double parcours ESSEC et Droit s'établit en complémentarité entre l'ESSEC et l'université. Aussi convient-il de distinguer les grandes étapes qui le jalonnent, le but étant d'optimiser aux mieux les différents parcours afin de ne pas additionner les années d'études.

Le cursus universitaire est organisé de la façon suivante selon le système LMD :

- licence en trois ans (L1, L2 correspondant à l'ancien deug, L3 correspondant à l'ancienne licence) ;
- master en deux ans (M1 correspondant à l'ancienne maîtrise, M2 correspondant à l'ancien DESS ou DEA) ;
- doctorat.

Il est tout à fait envisageable de terminer l'ESSEC avec un master 1 en Droit, éventuellement un M2 et le barreau pour ceux souhaitant devenir avocat. Le présent document a tendance à orienter les conseils sur le métier d'avocat, celui-ci étant souvent prisé par les étudiants.

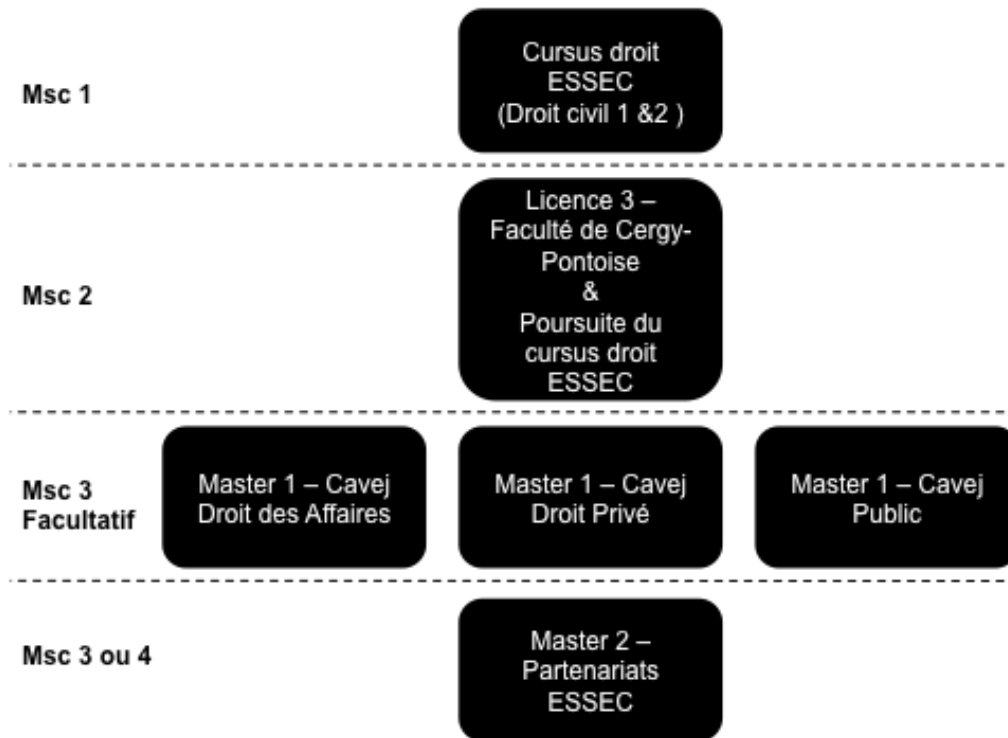
Beaucoup d'étudiants ESSEC ont, par le passé, choisi la Filière Essec Droit aussi par intérêt pour la formation en elle-même.

3.Organisation du Cursus Droit ESSEC

Le Cursus Droit débute à l'ESSEC à partir de la 2^{ème} année (après le Pré-Master) à travers la Filière Essec Droit au sein de l'Ecole. Celle Filière ambitionne de vous mettre le pied à l'étrier pour aborder votre entrée dans la vie active avec la rigueur requise de la part d'experts en Droit.

La matière juridique peut paraître abstraite de prime abord, les cours de Droit civil se distinguent clairement de tous les autres enseignements, beaucoup plus pratiques, dispensés à l'ESSEC. La mise à niveau offerte apporte les bases indispensables avant d'aborder le droit à l'université, mais surtout elle vous offre une légitimité dans le monde juridique. Le cursus de droit à l'ESSEC par son exigence vous procure une formation particulièrement reconnue, donc valorisée, sur le marché de l'emploi.

Le schéma ci-dessous reprend le parcours type d'un élève entrant dans le cursus droit en Msc1.



La Filière Essec Droit vise à offrir aux étudiants à la fois une compréhension des enjeux et du raisonnement juridique mais aussi les bases nécessaires à la poursuite d'études en droit. Elle est la pierre angulaire d'un parcours qui peut être conçu a minima comme un apprentissage de raisonnements fondamentalement cartésiens mais aussi et surtout comme la première étape d'une carrière d'avocat, de magistrat, de juriste d'entreprise, voire de haut fonctionnaire.

4. Admission

Après avoir validé le cours d'introduction au droit de la Période Initiale, les étudiants intéressés par le Droit présentent une candidature vers le mois d'octobre (cette date peut néanmoins varier – référez-vous à la communication du département Droit à ce sujet). Ils doivent fournir :

- un CV
- une lettre de motivation
- un relevé de notes « Banner » du Pré-Master avec la moyenne de gestion
- le nom du professeur de droit du cours de pre-master

Le processus d'admission s'établit en 2 temps :

- Les étudiants dont la candidature aura correspondu aux exigences fixées par la direction de la filière Droit recevront un mail individuel confirmant leur admissibilité.
- Ils s'inscrivent au cours « Droit Civil I – DEVD 31232 » dispensé au T2 qui permet d'aborder les bases nécessaires à leur futur parcours. L'admission définitive dans la filière Droit s'établira en fonction de la note obtenue à ce cours, laquelle devra en principe être supérieure à **11/20**.

Les étudiants non acceptés (non admissibles et non admis) sont prévenus par mail. Aucun recours n'est accepté, mais certains étudiants pourront être invités à candidater de nouveau l'année suivante.

5 Cours obligatoires

Destinés à assurer une formation de base nécessaire à la poursuite d'études juridiques à l'université, les cours fondamentaux de la filière Cursus Droit sont au nombre de trois (permettant de valider 4 UV) :

- **Droit civil I** : Introduction approfondie au raisonnement juridique et aux méthodes de travail, aux fondements, problématiques, constructions intellectuelles du droit civil (cours et séminaire d'application - équivalent L1-L2) ;
- **Droit civil II** : obligation : responsabilité et contrat (cours et séminaire d'application – équivalent L2) ;
- **Droit pénal, pénal des affaires et compliance** (équivalent L2-M1) cours ouvert à d'autres étudiants.

Les cours « Droit civil I » et « Droit civil II » devront **OBLIGATOIREMENT** être suivis en première année de la filière Droit, leur validation étant nécessaire pour obtenir l'équivalence permettant l'inscription en L3 à l'Université de Cergy-Pontoise.

Le cours « Droit pénal, pénal des affaires et compliance » pourra être suivi ultérieurement.

Le « Cours Droit civil I » permet de valider le cours fondamental (core course) « Droit » requis pour la validation du Diplôme (cela reste vrai même si vous interrompez le Cursus Droit).

6. Les spécialisations

En même temps que la L3 ou les étudiants qui souhaitent poursuivre par un M1 ou un M2 peuvent suivre **une ou deux spécialisations** sur les 4 proposées en fonction de l'orientation qu'ils souhaitent donner à leur carrière :

Spécialisation : Droit des affaires - 3 cours parmi :

- DEVD31132 Droit fiscal interne et international
- DEVD31136 Droit des sociétés et fiscalité (cours fondamental)
ou DEVD31137 Corporate and Tax Law
- DEVD31216 Droit de la concurrence (requis pour l'accès à certains M2)
ou DEVD31217 Competition Law
- DEVD31220 Droit bancaire et financier
ou DEVD31221 Financial and Corporate Governance
- DEVD31224 Droit des groupes et gouvernances d'entreprise (requis pour l'accès à certains M2 et écoles du barreau)
- DEVD31250 Droit ingénierie financière
ou DEVD31251 Law & Corporate Finance

Spécialisation : Droit public (à articuler avec la filière Affaires Publiques ou la chaire économie urbaine et Prep Ena) - 3 cours parmi :

- DEVD31122 Citoyen, droit et politiques de l'Europe
Ou DEVD31125 European Law, Policies & Citizens
- DEVD31130 Droit public de l'entreprise
- DEVD31244 Droit, Lobbying et stratégie d'influence (requis pour l'accès à certains M2 et écoles du barreau)

Spécialisation : Droit européen (à articuler avec la filière Affaires Publiques ou la chaire économie urbaine et Prep Ena) - 3 cours parmi :

- DEVD31122 Citoyen, droit et politiques de l'Europe
ou DEVD31125 European Law, Policies & Citizens
- DEVD31216 Droit de la concurrence (requis pour l'accès à certains M2)
ou DEVD31217 Competition Law
- DEVD31224 Droit des groupes et gouvernances d'entreprise (requis pour l'accès à certains M2 et écoles du barreau)
- DEVD31244 Droit, Lobbying et stratégie d'influence (requis pour l'accès à certains M2 et écoles du barreau)

Spécialisation Droit international 3 cours parmi :

- DEVD31212 Droit et pratique des affaires internationales
Ou DEVD31213 International Business Law
- DEVD31224 Droit des groupes et gouvernances d'entreprise (requis pour l'accès à certains M2 et écoles du barreau)
- DEVD31220 Droit bancaire et financier
ou DEVD31221 Financial and Corporate Governance
- DEVD31227 *Law & Globalisation*

DEVD31244 Droit, Lobbying et stratégie d'influence (requis pour l'accès à certains M2 et écoles du barreau)
DEVD31250 Droit ingénierie financière
Ou DEVD31251 *Law & Corporate Finance*

Précisions pratiques : Seule la Filière Essec Droit validée (ou en voie de l'être) ouvre la porte aux partenariats que l'ESSEC a conclu avec plusieurs Masters 2.

Comment organiser en parallèle son parcours à l'ESSEC et en droit : le choix des cours à l'ESSEC ?

Il peut paraître préférable de ne pas prendre trop de cours « difficiles » à l'ESSEC pour les trimestres où se déroulent en parallèle des examens à l'université (T3 notamment). Pour ceux qui souhaitent devenir avocat d'affaires, des cours variés permettront de mieux appréhender la logique et les réflexes de leurs futurs clients. La finance ou la négociation sont particulièrement utiles car les interlocuteurs des avocats d'affaires sont plus fréquemment les directeurs financiers que juridiques (opérations de M&A, etc.).

Il n'est pas nécessairement utile de choisir de suivre des cours de droit qui ne sont pas réservés aux étudiants du cursus, ces matières étant la plupart du temps revues, et de façon plus approfondie, à l'université.

La Licence (L3) à l'Université de Cergy-Pontoise

L'accès en L3 de droit à l'Université de Cergy-Pontoise intervient grâce à un accord de partenariat. Les étudiants demandent une attestation de suivi de la filière « Coursus Droit » auprès du Département Droit au mois de mai.

**En dehors de cet accord les élèves peuvent tenter de s'inscrire dans une université – Mais, leur acceptation dépend d'une décision de la Commission d'Equivalence de l'université de rattachement : la plupart du temps, l'étudiant est admis en 2^{ème} année de L3 (ex DEUG Droit) avec des matières de 1^{ère} année à rattraper et un examen.*

L'inscription administrative s'effectue directement auprès de l'Université de Cergy-Pontoise. Les inscriptions commencent en juin (il faut récupérer un dossier à la faculté de Cergy) ; les inscriptions administratives ont lieu en septembre (sur convocation) et les pédagogiques en octobre ; ces dernières correspondent au choix des matières. Le contact dédié à cette démarche est le suivant :

REGIME TERMINAL OU CONTROLE CONTINU (AVEC TRAVAUX DIRIGES)
SERVICE SCOLARITE – LICENCE
33, BLD DU PORT
95011 CERGY-PONTOISE CEDEX
TEL. : 01.34.25.60.66

L'inscription pédagogique (le choix des cours) s'effectue dans un second temps, au début de chaque semestre de cours. Le choix des cours doit se faire en fonction du projet professionnel de chaque étudiant, en fonction du parcours qu'il souhaite suivre. Ainsi, pour devenir avocat d'affaires, il est indispensable de suivre les enseignements de droit des sociétés durant deux semestres, ainsi que ceux de régime général des obligations et droit des sûretés. Il peut aussi être utile de suivre droit des libertés publiques et des droits de l'homme, en prévision du grand oral du CRFPA, ainsi que droit fiscal (qui est repris en M1 et en M2 la plupart du temps, cela dépend des choix que l'on fait par la suite). Pour le reste, il faut voir en fonction des matières obligatoires, de la réputation des professeurs et des conseils des anciens !

→ *La licence ailleurs qu'à Cergy ?* Les étudiants de l'ESSEC n'ont une équivalence que pour un niveau L2 dans les universités autres que celle de Cergy. Il peut être intéressant de faire une L2, mais cela fait « perdre » un an, et les cours dispensés dans le cadre du cursus droit à l'ESSEC permettent justement, dans une certaine mesure, de compenser l'absence de L2.

Un ou des délégué cursus deviennent représentants de la promotion. Ils sont notamment chargé de faire le lien l'interface avec l'administration de l'ESSEC, notamment pour faciliter la coordination entre les cours à l'ESSEC et les examens à la faculté de Cergy-Pontoise.

La liste des cours proposés par la faculté de Cergy-Pontoise pour la troisième année de licence est disponible sur le site de l'Université.

Le M1 à distance par le CAVEJ (Paris I)

Le Master 1 est la quatrième année de droit à l'Université, durant laquelle les étudiants commencent à se spécialiser, dans une logique de "filière" (Droit Privé, Droit Public ou Droit des Affaires).

Les enseignements dispensés restent toutefois théoriques, et la méthodologie des exercices juridiques travaillés en Licence (commentaire d'arrêt, cas pratique et dissertation) est approfondie.

Dans le cadre d'un parcours classique effectué en Faculté de Droit, le Master 1 est une année clé dans la mesure où elle s'inscrit dans le prolongement de la Licence en confortant la pratique des exercices juridiques dont la maîtrise sera évaluée lors de l'entrée au Barreau, tout en permettant aux étudiants de développer une connaissance approfondie des matières essentielles à la discipline dans laquelle ils souhaitent se spécialiser.

Les étudiants de l'ESSEC munis d'une L3 peuvent s'inscrire à un Master 1 en présentiel. Cependant, la très grande majorité des étudiants ESSEC optent pour le Master 1 en alternance via le CAVEJ (Centre Audiovisuel d'Enseignement Juridique), afin d'articuler leurs études ESSEC.

1. Est-il pertinent de faire un Master 1 pour un étudiant de l'ESSEC ?

Les partenariats conclus par l'ESSEC permettent d'intégrer différents Master 2 sans avoir effectué un Master 1 au préalable.

Les directeurs de Master 2 partenaires respectent le partenariat donc privilégient les profils dûment sélectionnés et recommandés de la Filière Coursus Droit. Cependant, il apparaît, que de manière croissante les directeurs de M2 tendent à privilégier les étudiants qui ont aussi un M1.

Sur le plan des connaissances acquises, il faut distinguer entre un M2 spécialisé, et en ce cas faire le Master 1 peut être utile en mode préalable, et un M2 généraliste où le programme est assez répétitif d'une année de M1 sur un mode plus approfondi.

Intégrer le M1 dans la **construction de son parcours à l'ESSEC** peut être aisé si on y réfléchit suffisamment à l'avance.

A titre d'exemple, pour les étudiants partant à l'étranger quelques mois, ou effectuant un stage ou un apprentissage en France dans l'année suivant l'obtention de leur Licence, l'inscription en Master 1 à distance via le CAVEJ peut être un choix judicieux, compte tenu de la flexibilité qu'il offre dans le calendrier de passage des examens (possibilité de passer de 0 à 6 matières sur 12 en janvier, de 0 à 12 matières sur 12 en juin, et de 0 à 12 matières sur 12 en septembre).

Par ailleurs, un Master 1 suffit pour se présenter à l'examen d'entrée du Barreau, et le Master 2 (qui ne peut être effectué à distance) peut être effectué dans le cadre du PPI (une des 3 périodes de 6 mois qui composent la scolarité à l'Ecole du Barreau). Un étudiant à l'ESSEC ayant juste obtenu sa Licence, mais ne pouvant pas effectuer une scolarité en présentiel dans l'année qui suit, peut donc envisager de faire un M1 l'année suivant la Licence, puis passer le Barreau (préparation l'été, puis examens entre septembre et décembre), et finir son M2 (débuté en septembre en même temps que le passage de l'examen du barreau, ce qui est gérable) dans le cadre du PPI de l'Ecole du Barreau. Ce schéma représente un gain de temps qui peut être appréciable.

2. Inscription, organisation de la scolarité et des examens au CAVEJ

Toutes les informations figurent sur le site du CAVEJ : <http://www.e-cavej.org>.

Dans un premier temps, il faut procéder à votre **inscription administrative à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne** en téléchargeant le dossier d'inscription en ligne sur le portail Sésame, dont le lien est fourni sur la page suivante : <http://www.e-cavej.org/17/45/s-inscrire-inscription-administrative-procedure.html>.

L'inscription pédagogique se fait auprès du CAVEJ, Centre René Cassin, 17 rue St Hippolyte, Paris 13^{ème}. C'est au cours de cette inscription pédagogique que vous sont remis les supports pédagogiques. Une participation forfaitaire de 400 euros, payable en une seule fois, vous sera demandée. Vous devrez fournir un certain nombre de pièces, : consultez bien le document PDF listant l'ensemble de ces pièces : <http://www.e-cavej.org/4/4s4/s-inscrire-inscription-pedagogique.html>.

Les M2 Partenaires

- **Qu'est-ce qu'un M2 ? Comment se déroule-t-il ? Faut-il en faire un ?**

Le M2 est l'achèvement d'un troisième cycle à l'université. Il en existe plusieurs par université. C'est une année sélective, la sélection étant plus ou moins rude en fonction de la réputation du Master 2 et qui se fait dans un premier temps sur dossier (voir les dates sur les sites des universités).

L'ESSEC a conclu des partenariats avec un certain nombre de M2 facilitant grandement (mais ne garantissant pas) l'entrée, ce qui nous conduit à anticiper le processus et vous faire faire des choix prioritaires.

Notons aussi les DJCE, qui se déroulent sur 3 ans. Certains étudiants peuvent y être admis pour la dernière année (ce qui revient finalement à faire un Master 2), là encore après une sélection sur dossier et sur entretien. Ce sont des formations d'excellence, exigeantes (avec beaucoup de cours), mais très réputées. Les étudiants de l'ESSEC peuvent donc également les présenter.

Les candidatures se font auprès de la professeure Viviane de Beaufort, directrice des partenariats droit - M2, après une réunion d'informations située en avril.

***Du fait des partenariats, le Master 1 n'est pas requis mais recommandé pour postuler en Master 2 dans le cadre des partenariats.**

1. Les Partenariats

Université Paris XI – Sceaux

Master 2 « juriste d'Affaires franco-anglais ».

<https://www.universite-paris-saclay.fr/formation/master/droit-des-affaires/m2-business-tax-financial-market-law-btfml>

Université de Cergy-Pontoise

Les fondamentaux du M1 sont déterminés par chaque directeur de M2 et sont à valider soit par des cours ESSEC, soit en passant l'examen de contrôle terminal à l'université de Cergy.

Mme Corinne Harmegnies -Secrétariat pédagogique 3ème cycle
Bureau B326 ou Université de Cergy-Pontoise, UFR droit,
33 bd du Port, 95000 Cergy-Pontoise
Tel : 01 34 25 60 13

Master de Droit et Ethique des affaires.

<https://www.u-cergy.fr/fr/formations/schema-des-formations/master-lmd-XB/droit-economie-gestion-DEG/parcours-parcours-droit-et-ethique-des-affaires-program-f22-101.html>

Filière cursus droit des affaires et rattrapage de fondamentaux M1 à Cergy pendant l'année selon la filière choisie du M2.

Master de Droit pénal financier.

<https://www.u-cergy.fr/fr/formations/schema-des-formations/master-lmd-XB/droit-economie-gestion-DEG/parcours-droit-penal-financier-program-f21-101.html> Cours ESSEC à valider :

filière cursus droit des affaires et procédure pénale, instruments de paiement et de crédit.

Master recherche en droit privé. <https://www.u-cergy.fr/fr/formations/schema-des-formations/master-lmd-XB/droit-economie-gestion-DEG/parcours-droit-prive-general-sciences-criminelles-program-f15-101.html>

Master DJCE (Diplôme de Juriste Conseil en Entreprise)

<https://www.u-cergy.fr/fr/formations/schema-des-formations/master-lmd-XB/droit-economie-gestion-DEG/parcours-diplome-de-juriste-conseil-d-entreprise-program-f20-101.html>

Cours ESSEC à valider : filière cursus droit des affaires

Master Collectivités territoriales

<https://www.u-cergy.fr/fr/formations/schema-des-formations/master-lmd-XB/droit-economie-gestion-DEG/parcours-droit-des-collectivites-territoriales-et-politiques-publiques-program-droit-collectivites.html>

Filière Cursus Droit public et acteurs publics locaux. La recommandation vaut Admissibilité automatique

Autres M2 : accord global, demandes individuelles aux directeurs de M2.

M2 Recherche Droit des affaires

<https://www.u-paris2.fr/fr/formations/offre-de-formation/masters-2-en-droit/master-2-droit-des-affaires>

ESSEC cursus « droit des affaires » + cours ESSEC droit des sociétés. Au sein de la L3 de Cergy : droit des sociétés, droit des sûretés, régime général des obligations. La recommandation vaut Admissibilité automatique

M2 Droit des affaires et fiscalité

<https://www.u-paris2.fr/fr/formations/offre-de-formation/masters-2-en-droit/master-2-droit-des-affaires-et-fiscalite>

ESSEC cursus « droit des affaires » et cours ESSEC droit de la concurrence. Au sein de la L3 de Cergy : droit des sociétés, droit des sûretés, régime général des obligations.

M1 ou stage de fiscal très apprécié

M2 Droit européen des affaires

<https://www.u-paris2.fr/fr/formations/offre-de-formation/master-2-droit-europeen-des-affaires-et-de-la-concurrence>

ESSEC filière droit européen

M2 Juriste d'affaires

<https://www.u-paris2.fr/fr/formations/offre-de-formation/masters-2-en-droit/master-2-juriste-daffaires>

ESSEC cursus droit des affaires et cours ESSEC droit de la concurrence

Au sein de la L3 de Cergy : droit des sociétés, droit des sûretés, régime général des obligations.

M2 Droit public de l'Economie

<https://www.u-paris2.fr/fr/formations/offre-de-formation/masters-2-en-droit/master-2-droit-public-de-leconomie>

ESSEC cursus droit public et cours ESSEC droit de la concurrence. La recommandation vaut Admissibilité automatique

M2 Droit immobilier et de la construction <https://www.u-paris2.fr/fr/formations/offre-de-formation/master-2-droit-immobilier-et-de-la-construction>

Ce Master 2 prépare à toutes les carrières juridiques de l'immobilier, au sens le plus large.

La validation de la Chaire Immobilier et Développement durable de l'ESSEC est un plus.

M2 Droit Public Approfondi

<https://www.u-paris2.fr/fr/formations/offre-de-formation/masters-2-en-droit/master-2-droit-public-approfondi>

Université Paris Ouest Nanterre La Défense

M2 Droit et Economie « Concurrence et régulations des marchés »

<https://www.parisnanterre.fr/formation/master-droit-economie-gestion-br-mention-droit-de-l-economie-br-parcours-concurrence-contrats-regulation-et-evaluation-du-droit-65819.kjsp>

(professionnelle) La recommandation vaut Admissibilité automatique

M2 Droit et Economie « Analyse économique du droit » (Recherche)

<https://www.parisnanterre.fr/formation/master-droit-economie-gestion-br-mention-economie-du-droit-br-parcours-analyse-et-impact-economiques-du-droit-381238.kjsp>

La recommandation vaut Admissibilité automatique

M2 Droit social

<https://www.parisnanterre.fr/master-droit-economie-gestion-br-mention-droit-social-br-parcours-droit-social-et-relations-professionnelles-546047.kjsp>

Option - Droit social et relations professionnelles

Option - Droit social et gestion des ressources humaines (M2 professionnel)

M2 Droit international et européen

<https://www.parisnanterre.fr/formation/master-droit-economie-gestion-br-mention-droit-international-br-parcours-droit-des-relations-internationales-et-de-l-union-europeenne-271379.kjsp>

Option Droit du commerce international

M2 Droit privé - Professions judiciaires

<https://www.parisnanterre.fr/master-droit-economie-gestion-br-mention-droit-prive-br-parcours-droit-prive-fondamental-96724.kjsp?RH=1574956048104>

DAUPHINE Université Paris

M2 Droit des affaires parcours 214

<https://dauphine.psl.eu/formations/masters/droit/m2-droit-des-affaires>

Des possibilités à l'Institut de Droit des Affaires d'Aix en Provence existent depuis 2014

<https://ida-facdedroit.univ-amu.fr/fr/node/75/formations>

Facultés étrangères

Il est possible d'étudier dans des facultés étrangères. Cette section est développée ci-dessous dans la partie LLM & JD.

l'ESSEC a développé un partenariat avec King's College à Londres :

Partenariat King's College

L'ESSEC a noué un partenariat avec le King's College de Londres. Dans le cadre de cet accord négocié, il vous est possible de postuler pour obtenir un double diplôme.

Les candidatures se font autour du mois de janvier. Le dossier doit comporter : un CV en anglais, une lettre de motivation en anglais, un relevé de notes, le Gmat et une indication du niveau en anglais (tofel ou équivalent).

Partenariats avec École du Barreau (EFB)

1. Détenir un M1 en droit ou d'un titre équivalent

Pour passer les épreuves de l'examen d'entrée au CRFPA.

Il est recommandé - de procéder à l'inscription au sein d'un IEJ en début d'année scolaire, avant l'obtention du M1 ou du M2 de Droit. Les étudiants ESSEC titulaires d'un M2 en droit obtenu en vertu des accords avec les universités partenaires sans M1 sont considérés comme étant titulaires d'un M1 en Droit. Ils peuvent donc présenter l'examen d'entrée au CRFPA, sous réserve de leur inscription régulière au sein d'un IEJ.

Chaque Université de Droit dispose de son propre IEJ.

Afin de simplifier les démarches relatives à l'inscription - administrative puis pédagogique - au sein d'un IEJ, il est recommandé, d'une part, de choisir l'IEJ rattaché à l'université dans laquelle l'étudiant prépare - ou a obtenu - son M1 ou son M2 de droit et, d'autre part, de vérifier les modalités et les dates limites d'inscription sur le site internet dudit IEJ.

2. L'examen d'entrée au CRFPA

Les dates, le programme et la nature des épreuves de l'examen d'entrée au CRFPA varient sensiblement en fonction des IEJ. Il convient de consulter le site Internet de l'IEJ en question pour connaître les modalités et les dates précises des épreuves.

3. La scolarité à l'EFB ou à l'HEDAC

Les étudiants ayant réussi l'examen d'entrée au CRFPA deviennent élèves avocats et intègrent en principe l'EFB ou l'HEDAC, selon, leur choix, à partir du mois de janvier suivant ledit examen. Il est toutefois possible, sous certaines conditions, de reporter le début de la scolarité au mois de janvier de l'année suivante.

Le temps de formation des élèves avocats au sein de l'EFB ou l'HEDAC s'articule alors autour de 3 périodes consécutives de 6 mois chacune (attention : il est possible que le PPI soit supprimé) :

- six mois d'enseignement à l'EFB ou l'HEDAC ;
- six mois consacrés à la réalisation d'un Projet Pédagogique Individuel (PPI) ; conçu comme un cycle d'insertion dans le monde professionnel, stage (en administration, en entreprise, en juridiction, etc.) (ii) formation complémentaire (LLM ou M2 que l'étudiant a commencé au moins de septembre précédant son entrée à l'EFB ou l'HEDAC et qui se terminera en juin) ou (iii) d'un panachage (par exemple, deux stages d'une durée de trois mois chacun) ; **les ESSEC intégrant l'EFB ou l'HEDAC peuvent valider leur PPI avec une période de 2 trimestres consécutifs à l'ESSEC entre janvier et juin en validant un certain nombre d'UV de Droit et Négociation et une UV de recherche sur un sujet conforme à leur orientation professionnelle, à définir au cas par cas, avec la professeure Viviane de Beaufort.**

- six mois de stage (ou 2x 3 mois) en cabinet d'avocats.

http://www.efb.fr/EC_presentation.html

<https://www.hedac.fr/>

NB l'HEDAC étant un centre de formation plus petit, il est aussi plus souple dans l'accompagnement et le parcours des étudiants

À l'issue de ces trois périodes et après l'obtention du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA), les élèves avocats sont inscrits directement au Grand Tableau, une fois qu'ils ont prêté serment.

S'orienter vers un LLM?

Le LLM

'*Legum Magister*' signifie 'Master de Droit(s)'. Ce programme se conçoit en théorie comme un complément de formation dans un domaine spécifique du droit, un peu à la manière d'un Master 2 dans le système français, d'une durée d'un an.¹

Dans la pratique, le LLM regroupe des offres d'enseignement assez diversifiées tant dans leur contenu que dans leur approche, même s'il s'agit quasiment toujours d'un programme d'un an effectué dans une Université étrangère (souvent le Royaume Uni ou les Etats-Unis, mais pas uniquement).

Le LLM est très apprécié des grands cabinets, notamment dans les départements où la connaissance de l'anglais et/ou l'ouverture à des systèmes juridiques étrangers est un atout/une nécessité.

- si vous l'effectuez aux Etats-Unis, la possibilité de rester quelques mois supplémentaires et de passer le barreau de New-York, qui vous permet de devenir titulaire par la suite du Barreau de Paris sans avoir à passer l'examen du CRFPA ni à suivre les 18 mois de formation à l'EFB (la seule obligation est de passer l'examen de sortie, le CAPA) ;

¹ Pour clarifier : le JD ou '*Juris Doctor*' est un diplôme américain en 3 ans : l'équivalent du MBA mais en droit. Cela représente un investissement temporel et financier conséquent.

Sans Bachelor Degree obtenu dans le système anglo-saxon, il faut nécessairement passer par le partenariat de l'Université Paris I avec les universités de Cornell et de Columbia. Les renseignements et le dossier de candidature sont disponibles via le lien suivant, rubrique "double-diplôme de droit français et américain": <http://www.univ-paris1.fr/ddfal/>

- si vous l'effectuez après 2 ou 3 ans de cabinet, cela peut être un argument dans une négociation pour effectuer un détachement de 6 mois à 1 an dans le pays où vous envisagez d'étudier (et le cabinet peut éventuellement financer tout ou partie de votre LLM). Avec la crise ces opportunités sont néanmoins beaucoup plus restreintes que par le passé, mais la pratique existe encore et elle pourrait se développer à nouveau.

Aides au financement à considérer :

- Bourse Fulbright pour les Etats-Unis (informations utiles via ce lien: (<http://weston-ivy.fr/bourses-llm-etats-unis>)
- Bourse Herbert Smith – Entente Cordiale pour le Royaume-Uni (<http://www.britishcouncil.fr/en/programmes/education/entente-cordiale/herbert-smith-freehills-scholarship>)
- Le cabinet White & Case attribue chaque année des bourses (montant global de 40 000 euros, réparti entre 3 lauréats) pour financer des LLM, en théorie sans critère géographique, en pratique très fréquemment à des étudiants partant aux Etats-Unis. Informations: <http://www.whitecase.com/files/Uploads/Documents/Paris-2014-Factsheet.pdf>

Weston Ivy est une entreprise privée qui propose des services payants d'assistance aux candidatures pour les LLM américains. Ces frais sont élevés et pas forcément nécessaires mais leur site internet peut constituer une source d'informations utile pour les candidatures aux Etats-Unis: <http://weston-ivy.com/>

Les stages et l'étranger

1. Les stages en cabinet d'avocats

Effectuer un stage en cabinet d'avocats ou au sein de la direction juridique d'une entreprise peut être très intéressant pour les étudiants du cursus droit de l'ESSEC. Néanmoins, il peut être difficile de trouver ce type de stage quand on n'a pas un niveau avancé en droit (M1).

Il est possible en revanche d'effectuer des stages dans des cabinets en Belgique ou au Luxembourg.

2. Les stages à l'étranger

Toute expérience à l'étranger est, de toute évidence et pour de multiples raisons, particulièrement recherchée et valorisée par les recruteurs. Un stage de plusieurs mois au sein d'un cabinet d'avocats à l'étranger n'échappe pas à la règle et permet d'appréhender d'autres aspects de la profession.

Si un très bon niveau d'anglais - tant à l'écrit qu'à l'oral - est requis, le niveau d'études juridiques est sans doute moins déterminant qu'il ne l'est pour un stage dans un cabinet en France. Ce décalage tient notamment au fait que les missions demandées au stagiaire à l'étranger sont bien souvent différentes de celles confiées dans l'Hexagone et que le droit français n'est généralement pas applicable sur le territoire concerné. Ce sont donc davantage les capacités d'adaptation et l'esprit d'initiative qui sont valorisées. Les étudiants ESSEC ont donc en principe toutes leurs chances pour vivre une telle expérience.

La plupart des cabinets exigent une expérience au sein de leur structure parisienne.

Le réseau ESSEC vous sera utile, notamment en contactant notamment des Alumnis collaborateurs ou associés au sein de cabinets d'avocats internationaux ou en poste à l'étranger.

Un stage comme juriste d'entreprise dans une structure ayant une implantation internationale offre des d'opportunités hors des frontières hexagonales.

La « Tribu Droit » se compose de tous les ESSEC Droit, qu'ils soient passés par la Filière Coursus Droit, aient été admis à l'ESSEC après un diplôme d'une faculté de droit ou soient alumni du MS DAIM, le master spécialisé de l'ESSEC Droit des affaires internationales et management. ;

Au sein de l'association des Alumni ESSEC, le Club ESSEC Droit a pour objectif de faciliter et promouvoir le développement de compétence des ESSEC Droit.

www.essecalumni.com
contact : droit@essecnet.com

Le réseau ESSEC Droit est organisé autour d'une communauté et se structure autour d'un « board » qui organise différents événements :

- cocktail annuel des anciens dans un cabinet parisien avec intervention d'un *guest speaker*
- *afterworks* pour souder les différentes promotions
- organisation de conférences

Son objectif est de lier les différentes promotions d'alumni, afin de renforcer l'attractivité et la visibilité des doubles formations ESSEC et Droit. Le réseau se fait le relai, dans la sphère professionnelle, des projets et actions menés par l'ESSEC, ses étudiants et ses alumni.

Centre Européen de Droit et d'Economie de l'ESSEC – CEDE

Ce centre de recherches développe des travaux et activités se situant à l'interface du droit et de l'économie, dans une perspective comparative, européenne et mondiale.

Il contribue à diffuser une réflexion innovante sur le droit et l'économie, notamment sur des thèmes de concurrence, de commerce international de gouvernance, de droit boursier, de stratégie du droit, de lobbying, mais aussi une perspective *gender*.

4 programmes permettent la réalisation d'UV de recherche et accueillent des monitorats ESSEC et des stages courts de recherche :

"Droit, Management et Stratégies"

"Compétitivité du Droit Europe- France".

- Governance, Gender & Empowerment - <http://vdb-gender-mixite.com/> -

- Public affairs and lobbying

Se renseigner : beaufort @essec.edu

Centre for Commercial Contract and Dispute Resolution

The Centre for Commercial Contract and Dispute Resolution aims to foster research on contracts in all domains of business (trade, financial activity, corporate organisation, etc) as well as dispute resolution in these areas, including alternative dispute resolution such as arbitration and mediation.

Members of the Centre draw in their research on insights from economics, psychology as well as comparative law.

Students interested in this area are welcome to apply for Research Projects (UV de recherche). Contacts : or Genevieve Helleringer (helleringer@essec.edu)

Et si vous n'avez pas suivi la Filière Coursus Droit mais souhaitez vous orienter vers les professions juridiques :

Une fois diplômé de l'ESSEC MSc, une admission en droit peut intervenir, à un niveau que chaque Commission des Équivalences détermine selon la qualité de votre dossier (le plus souvent L3 avec rattrapage).

Et si vous voulez faire du droit plus tard ? Il existe la FORMATION CONTINUE pour les salariés.

Les services de formation continue de chaque université peuvent valider vos diplômes et valoriser vos expériences ; ils vous intègrent à un niveau L3 le plus souvent, vous suivez alors une formation en droit ... En cours du soir où à distance.

PARIS

ESSEC Business School

3 avenue Bernard-Hirsch
CS 50105 Cergy
95021 Cergy-Pontoise Cedex
France
Tel. +33 (0)1 34 43 30 00
www.essec.edu

ESSEC Executive Education

CNIT BP 230
92053 Paris-La Défense
France
Tel. +33 (0)1 46 92 49 00
www.executive-education.essec.edu

ESSEC Asia-Pacific

5 Nepal Park
Singapore 139408
Tel. +65 6884 9780
www.essec.edu/asia

SINGAPORE

Contact:

Dorothee QUITTELIER
quittelier@essec.edu



admission

